



L'Europe, au tournant de l'offensive du gouvernement.

Les dirigeants de la CES accompagnés des représentants syndicaux des pays concernés (dans son communiqué, la CES écrit : « les représentants des partenaires sociaux nationaux »...) ont rencontré jeudi dernier à Brdo en Slovénie les ministres de l'emploi et des affaires sociales de la Slovénie, de la France et de la République Tchèque, la « troïka » des pays de la présidence actuelle et future de l'union européenne.

La CES a affirmé avec beaucoup de modération que « l'Europe risque d'être perçue comme une voie à sens unique où la part des salaires ne cesse de diminuer(...) »

Bien que l'UE ait créé 18 millions de nouveaux emplois ces dix dernières années, la récente analyse conjointe du marché de l'emploi par les partenaires sociaux, révèle qu'un trop grand nombre d'entre eux sont de mauvaise qualité ou précaires, sans ou quasiment sans formation, constitués de plus en plus de contrats temporaires. On constate aussi une augmentation du travail à temps partiel involontaire. Les Etats membres ne parviennent même pas à appliquer l'acquis social européen existant, comme la législation sur les contrats à durée déterminée, afin de générer des emplois de qualité. (...)

En dépit des signes qui révèlent une baisse des salaires réels et une augmentation des inégalités dans de nombreux domaines, les lignes directrices de l'UE en matière de politique économique continuent de recommander une modération générale des salaires sans reconnaître qu'une modération salariale excessive est inéquitable et injustifiée, sauf pour les gros revenus (pour lesquels elle est attendue depuis longtemps).(...)

La CES est fortement préoccupée par la menace que font peser les inégalités sociales croissantes en Europe : entre les riches et les pauvres, les hommes et les femmes, et entre les travailleurs qui ont un emploi sûr et ceux qui ont un emploi précaire et des salaires de misère. Les travailleurs vulnérables ne doivent pas être les victimes de la situation mondiale actuelle. (...)

Il faut un niveau revendicatif à la hauteur des attaques

Cela dit, la CES poursuit en affirmant : « Le mouvement syndical européen note avec satisfaction que l'UE a adopté une approche plus équilibrée à l'égard du principe de flexicurité ».

Pour bien comprendre les enjeux de telles déclarations...modérées, il faut rappeler une autre déclaration faite le 5 janvier à Wiesbaden par M. Jean-Claude Trichet, président de la banque centrale européenne, qui attaque les conventions collectives et qualifie les salaires minimum d'inutiles, même dans une situation où les niveaux de salaires peuvent chuter aussi bas que trois à quatre euros l'heure.

Le bras de fer d'il y a quelques jours entre les syndicats français (et surtout la CGT qui a refusé de signer) et le patronat soutenu intégralement par le gouvernement (ou le contraire, mais c'est du pareil au même) à propos de la négociation sur « la modernisation du marché du travail » illustre bien la lutte très importante qui se joue actuellement, dans un contexte de rapport de forces défavorable aux travailleurs, sur les salaires, les conditions de travail, le code du travail, etc.. Rapport de forces difficile au niveau européen, et rapport de forces difficile au niveau national.

Le fait même d'accepter la notion de **flexicurité**, le fait d'**affirmer son adhésion au traité de Lisbonne** placent d'emblée les organisations représentatives des travailleurs dans une position de faiblesse dangereuse pour les droits des travailleurs et peu propices à **des actions revendicatives et offensives**.

Un article du Monde écrit : « Ces derniers jours, M. Monks (secrétaire général de la CES) ne cachait pas son irritation. Ses collaborateurs disent même qu'il était « enragé ». Qu'est-il donc arrivé au calme syndicaliste pour qu'il oublie son habituelle équanimité ? La réponse est simple : M. Monks est scandalisé par les échecs répétés de l'Europe sociale, qu'il s'efforce, avec d'autres, de promouvoir. Il y a moins d'un mois, il a remis au président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, une pétition de 510 000 signatures en faveur d'une directive sur les services publics. M. Barroso a dit non. La CES s'est déclarée « déçue » par ce refus.

Une semaine plus tard, c'est la question de la flexicurité qui revenait à l'ordre du jour. M. Monks ne refuse pas l'idée, mais il craint, comme l'écrit la Confédération, que la flexicurité, censée combiner flexibilité et sécurité, ne soit interprétée « comme un permis de licencier plus facilement et d'adopter des formes de travail plus précaires ». La Commission puis le conseil des ministres ont adopté une série de principes, que le Parlement européen aurait souhaitée « plus équilibrée ». M. Monks a aussitôt appelé les gouvernements à se ranger à l'avis des eurodéputés. La flexicurité, dit-il, doit protéger l'emploi, et non le détruire.

Mais le plus dur restait à venir. Deux directives sociales, auxquelles les syndicats européens accordent une importance particulière, ont été bloquées, une fois de plus, au conseil des ministres, en raison du refus obstiné de la Grande-Bretagne, soutenue par l'Allemagne. Ces deux textes visent à renforcer la protection des salariés, l'un en **limitant à 48 heures la durée hebdomadaire du travail**, sauf dérogations strictement encadrées, l'autre en **reconnaissant aux intérimaires les mêmes droits qu'aux travailleurs permanents**. Les Britanniques et leurs alliés, au nom de la défense de l'emploi, s'opposent à ces contraintes. »

Des syndicats de lutte ou des syndicats virtuels ?

Le comble apparaît dans la dernière lettre de la CES datée de janvier : page 9, un titre accroche l'œil et éveille l'intérêt revendicatif : « **de nouveaux outils pour des actions syndicales** ».

Il s'agit de « **développer de nouveaux outils révolutionnaires** » pour construire des espaces d'échange et d'interaction qui exploitent les possibilités offertes par les nouvelles technologies de la communication : face book et second life ! « Il s'agit d'une île sur laquelle les membres du mouvement syndical mondial peuvent se rencontrer et organiser des événements ». D'ailleurs, note avec fierté la lettre de la CES, les travailleurs italiens de chez IBM syndiqués à UNI, ont « fait » la toute première manifestation virtuelle...

Les patrons et les gouvernements doivent trembler et s'apprentent certainement à répondre avec célérité aux revendications de tels extrémistes.

En ces temps difficiles où des collègues se posent la question de la réponse syndicale aux attaques du patronat et du gouvernement, de l'action et de la forme de l'action ; de l'efficacité de la grève, de telles billevesées sont inquiétantes.

La FSU a voulu occuper le terrain européen : qu'elle l'occupe !

Notre FSU a choisi, sur invitation de la direction soutenue par les deux principaux courants de pensée, de participer à la CES, considérant **avec justesse** que nous ne pouvions pas être absents du lieu où se discute la riposte à la politique européenne qui détermine en partie la politique du gouvernement.

Mais où lisez-vous une quelconque critique de ces positions d'abandon et si peu revendicatives ? Où lisez-vous les propositions d'avancée revendicative que la FSU est censée porter à la CES ?

Unité & Action ne peut pas rester sans rien dire sur ces positions de recul et d'acceptation de fait du développement de cette politique mortelle pour les services publics. Dans les Pyrénées Atlantiques, nous avons déjà affirmé, à notre congrès départemental et au congrès national, notre position : seuls le développement d'une lutte dans chaque secteur de nos champs syndicaux, la convergence des luttes fédérales et une conception revendicative de la lutte intersyndicale peuvent nous faire espérer de renverser le cours d'une politique mortelle pour les services publics. ...Et donc pour notre organisation syndicale. Ce n'est pas le plus grave, mais ce serait le signe que nous avons perdu, que les salariés des services publics ont perdu, que les plus défavorisés de notre pays ont perdu.

Est-ce acceptable ?

Le gouvernement dit que les « réformes fondamentales » sont engagées. Le premier ministre annonce le 24 janvier que les dépenses publiques seront gelées pendant 5 ans. Le rapport Attali, Attila des services publics, annonce, lui, une baisse du

budget de l'Etat de 1 % par an pendant 5 ans, particulièrement en baissant les impôts des plus riches, par la dérogation à la durée légale du travail, la volonté de « faire sauter la référence à 65 ans pour toucher une retraite à taux plein » ou encore de « libérer totalement le cumul emploi-retraite » et le « développement des fonds de pension à la française ».

On ne peut pas se contenter de déplorer, regretter, ne pas cacher sa préoccupation ou son irritation, organiser des manifestations virtuelles.

Les salariés des Fonctions Publiques ont manifesté massivement en novembre, un peu moins massivement le 24 janvier. **Nous devons répondre aux questions, aux inquiétudes et aux exigences des salariés des fonctions publiques, faire remonter de partout les revendications et construire sans attendre les actions urgentes qu'attendent les salariés et les usagers des services publics.**

What a wonderful world !

Le Royaume Uni va autoriser Mac Donald's à décerner ses propres **diplômes**, équivalents du baccalauréat britannique et reconnus par l'Etat. Deux autres sociétés privées pourront également décerner le « A-level » : Network rail et la compagnie aérienne à bas prix Flybe. Le dirigeant britannique travailliste Gordon Brown a placé cette mesure dans le cadre de la lutte contre le chômage.

M. Woerth : « la TVA sociale sera sur la table ce premier semestre. Le président a fixé un agenda très précis que nous respecterons ».

Mais aussi : les enseignants suédois viennent de gagner 10,2 % d'augmentation dans les deux ans à venir.

Mandaté par le président de la République pour évaluer le bien-être des Français (!!!), Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie répond qu'il faut travailler moins pour être heureux. Il devenait d'ailleurs plus évident que le moral des Français remontait : la cote du président baisse sensiblement !

Les fonctionnaires de divers services de l'Etat du département de l'Isère (FSU, CGT et SUD) ont décidé d'informer leurs collègues sur leur possibilité de résistance à la politique du chiffre d'expulsion des immigrés mise en place par le gouvernement. « S'ils ont des velléités de résister, nous proposons de constituer un réseau, de réfléchir ensemble ».

Les salariés des grands magasins et des supermarchés se sont mis en grève partout en France pour la première fois depuis très longtemps : ils ne supportent plus leurs conditions de travail et des salaires minables. Bon niveau de lutte dans le département.

Unité, camarades, et Action ! Il n'est pas seulement possible d'agir, il faut agir. Ensemble.

U&A 64 3 février 2008

